

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY CEDEX

NANCY, le 24/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MARTIN

ZI Croix de Metz
211 impasse Lafayette
54200 TOUL

Référence : BV/NW/1782_2022
Code AIOT : 0006204554

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2022 dans l'établissement MARTIN implanté ZI Croix de Metz - 533, rue des Etats Unis - BP 20156 - 54206 TOUL. L'inspection a été annoncée le 19/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARTIN
- ZI Croix de Metz - 533, rue des Etats Unis - BP 20156 - 54206 TOUL
- Code AIOT : 0006204554
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Production de charpentes industrielles et traditionnelles, éléments d'ossature bois : traitement du bois - sciage - assemblage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Inventaire des produits chimiques mis en oeuvre au sein de l'établissement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise à disposition des informations aux autorités compétentes	Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1	/	Sans objet
2	Mise à disposition des informations aux autorités compétentes	Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1	/	Sans objet
3	Mise à disposition des informations aux autorités compétentes	Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1	/	Sans objet
4	Mise à disposition des informations aux autorités compétentes	Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1	/	Sans objet
5	Classification	Règlement européen du 16/12/2008, article 4	/	Sans objet
6	Mise à jour de la FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.9	/	Sans objet
7	Utilisation des biocides	Règlement européen du 22/05/2012, article 17.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant met en oeuvre 98 mélanges chimiques, parmi lesquels 3 sont concernés par la présence de substances inscrites sur la liste des SVHC depuis le 08/07/2021, à savoir un chloroalcane répertorié sous le CAS 85535-85-9 et le 2,2-bis (bromométhyl) propane-1,3-diol répertorié sous le CAS 3296-90-0. L'exploitant ne fait qu'un usage occasionnel de ces mélanges (peintures, maintenance bâtiments).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à disposition des informations aux autorités compétentes

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1
Thème(s) : Produits chimiques, Liste des produits chimiques seuls ou en mélange
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque fabricant, importateur, utilisateur en aval, distributeur rassemble toutes les informations dont il a besoin pour s'acquitter des obligations que lui impose le présent règlement et en assure la disponibilité pendant une période d'au moins dix ans après la date à laquelle il a fabriqué, importé, fourni ou utilisé pour la dernière fois la substance, telle qu'elle ou contenue dans un mélange. Sur demande, ce fabricant, importateur, utilisateur en aval ou distributeur transmet ou met à disposition cette information sans tarder à toute autorité compétente de l'État membre où il est établi ou à l'Agence, sans préjudice des dispositions des titres II et VI.
Constats : L'exploitant a transmis l'inventaire des produits chimiques qu'il met en oeuvre au sein de son établissement. Ce dernier compte 98 mélanges. L'inventaire présente notamment, la composition des mélanges ainsi que le classement du mélange et des substances qui le compose au titre du règlement CLP. L'inventaire produit est une extraction du logiciel SEIRICH qu'a déployé l'exploitant sur son site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mise à disposition des informations aux autorités compétentes

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1
Thème(s) : Produits chimiques, Liste des substances seules ou en mélange inscrites à l'annexe XVII
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque fabricant, importateur, utilisateur en aval, distributeur rassemble toutes les informations dont il a besoin pour s'acquitter des obligations que lui impose le présent règlement [...]
Constats : L'exploitant n'est pas concerné par l'emploi de mélanges contenant des substances inscrites à l'annexe XVII du règlement REACH – substances soumises à restriction d'usage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mise à disposition des informations aux autorités compétentes

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1
Thème(s) : Produits chimiques, Liste des substances seules ou en mélange inscrites à l'annexe XIV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque fabricant, importateur, utilisateur en aval, distributeur rassemble toutes les informations dont il a besoin pour s'acquitter des obligations que lui impose le présent règlement [...]
Constats : L'exploitant n'est pas concerné par l'emploi de mélanges contenant des substances inscrites à l'annexe XIV du règlement REACH – substances soumises à autorisation expresse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mise à disposition des informations aux autorités compétentes

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1
Thème(s) : Produits chimiques, Liste des substances extrêmement préoccupantes (SVHC) seules ou en mélange
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque fabricant, importateur, utilisateur en aval, distributeur rassemble toutes les informations dont il a besoin pour s'acquitter des obligations que lui impose le présent règlement [...]
Constats : L'exploitant met en œuvre 3 mélanges qui contiennent une substance portée sur la liste des SVHC - substances extrêmement préoccupantes - qui ont vocation à être concernées à moyen/long terme par une intégration à l'annexe XIV de REACH. Il s'agit des produits suivants : > concernés par le chloroalcane répertorié sous le CAS 85535-85-9, ELITE et ECOCOLOR sont des peintures de sol que l'exploitant déclare avoir mis en œuvre, il y a plusieurs années. > concerné par le 2,2-bis(bromométhyl) propane-1,3-diol / CAS 3296-90-0, SOUDOFOAM CLICK&FOAM est une mousse utilisée en maintenance (bâtiment). Les 2 substances concernées ont été intégrées à la liste des SVHC le 08 juillet 2021.
Observations : Il appartient à l'exploitant d'anticiper les contraintes réglementaires qui viseraient l'emploi de ces mélanges tels que formulés aujourd'hui, par l'interrogation de ces fournisseurs quant à l'avenir des formulations, voire un plan de substitution.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Classification

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Mélanges classés CMR (H340/1 H350/1 H360/1)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Obligations générales de classification, d'étiquetage et d'emballage Les fabricants, importateurs et utilisateurs en aval classent les substances ou mélanges, conformément aux dispositions du titre II, avant de les mettre sur le marché.
Constats : L'exploitant met en œuvre 2 mélanges qui contiennent des produits classés Cancérogènes Mutagènes ou Reprotoxiques de catégorie 1, 1A ou 1B. Il s'agit de l'essence mise en œuvre pour les tronçonneuses, et d'une colle employée pour la réparation des poutres en lamellé collé, ICEMA R 145/31 qui contient du dilaurate de dibutyletain / CAS 77-58-7, et classe ainsi le mélange au titre de la reprotoxicité – code H360. L'exploitant est par ailleurs concerné par l'emploi d'une série de mélanges classés CMR de catégorie 2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Mise à jour de la FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.9
Thème(s) : Produits chimiques, Actualité des données
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité est mise à jour sans tarder par les fournisseurs dans les circonstances suivantes : a) dès que de nouvelles informations qui peuvent affecter les mesures de gestion des risques ou de nouvelles informations relatives aux dangers sont disponibles ; b) une fois qu'une autorisation a été octroyée ou refusée ; c) une fois qu'une restriction a été imposée. La nouvelle version datée des informations, identifiée comme " Révision : (date) ", est fournie gratuitement sur support papier ou sous forme électronique à tous les destinataires antérieurs à qui ils ont livré la substance ou le mélange au cours des douze mois précédents. Toute mise à jour après l'enregistrement comporte le numéro d'enregistrement.
Constats : L'exploitant a présenté la FDS du mélange qu'il met en œuvre pour le traitement des bois sur son site, le SARPECO 9-PLUS, en version du 09/10/2015. Le document ne présente pas le numéro d'enregistrement REACH de 4 des 7 composants inscrit en section 3.
Observations : Au regard de l'âge de la fiche et du défaut de ces mentions, l'inspection invite l'exploitant à se rapprocher de son fournisseur pour se procurer une FDS actualisée lors de son prochain approvisionnement en ce mélange, puis à capitaliser ce document dans son outil de suivi.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, article 17.5
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'autorisation de mise sur le marché
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les produits biocides sont utilisés dans le respect des conditions de l'autorisation stipulées conformément à l'article 22, paragraphe 1 [contenu de l'autorisation], et des exigences en matière d'étiquetage et d'emballage énoncées à l'article 69 [classification, emballage et étiquetage des produits biocides].</p> <p>Constats : S'agissant des mesures de gestion du risque portées en section 5.2 de l'Autorisation de Mise sur le Marché du produit de traitement SARPECO 9-Plus – AMM FR-2019-0062 - que met en œuvre l'exploitant sur son site dans deux unités : le traitement des bois de charpente industrielle et le traitement des bois de charpente traditionnelle, il apparaît que :</p> <ul style="list-style-type: none"> > l'exploitant n'est pas concerné par la pulvérisation, mais exclusivement par le trempage ; > le bois n'est pas destiné à un usage en extérieur, ni au contact direct avec les denrées alimentaires ; > les articles sont liés en colis lors du trempage, de l'égouttage et du séchage dans le bâtiment dédié au trempage ; > le trempage des articles est automatisé sur l'unité charpente industrielle, il est opéré par véhicule chargeur sur l'unité charpente traditionnelle ; <p>Aussi, il apparaît que les mesures de gestion du risque mise en œuvre sont conformes à celles portées sur l'AMM du produit de traitement.</p> <p>S'agissant des instructions d'utilisation portées en section 5.1 de l'AMM, il apparaît que :</p> <ul style="list-style-type: none"> > l'exploitant n'est pas concerné par le traitement de classe 3, mais par un traitement de classe 2 ; > l'AMM mentionne que « le bois traité doit sécher pendant 24 à 48h dans un endroit ventilé. <p>Le traitement intervient après sciage pour les charpentes traditionnelles et avant sciage pour les charpentes industrielles. L'exploitant a déclaré avoir calibré chacun de ces procédés pour que le délai de séchage de 24h puisse être respecté.</p> <p>Aussi, il apparaît que les conditions d'utilisation du produit par l'exploitant sont conformes à celles portées sur l'AMM du produit de traitement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet